Thème 1 – Second degré : de l’ambition pour toutes et tous

RAPPORTEURS

Sandrine Charrier, Claire Guéville, Anne-Sophie Legrand, Julien Luis, Thierry Reygades, Valérie Sipahimalani

INTRODUCTION

Quel cadre au projet éducatif du SNES-FSU ?

0.1. Le choix historique de notre syndicat majoritaire est de chercher à améliorer conjointement la formation des élèves et les conditions d’exercice du métier des personnels. De fait, l’un et l’autre sont liés. Faire évoluer le système a nécessairement un impact sur le métier : niveaux d’enseignement, nombre de classes, définition de nos services en heures hebdomadaires d’enseignement, nombre de postes et par conséquent compléments de services, disponibilité des équipes pluri-professionnelles, fluidité du mouvement... Ce projet nécessite aussi un travail de conviction auprès de nos collègues pour défendre certaines de nos orientations (scolarité à 18 ans, principe de l’éducabilité de tous assise sur l’acquisition de contenus réellement formateurs), pour montrer qu’elles ne relèvent pas de l’utopie, mais prendront du temps à se concrétiser car elles supposent un certain nombre de conditions en termes de formation, amélioration des conditions d’étude et de travail, confiance dans les personnels etc.

0.2. Ce projet s’inscrit dans un cadre d’action plus large pour une société plus égalitaire. De fait, l’école a sa faculté d’action propre mais subit aussi les effets des inégalités et des ségrégations sociales et territoriales. Les politiques sociales et éducatives menées sous François Hollande n’ont pas permis d’améliorer la situation. Quant aux choix d’Emmanuel Macron, ils vont dans le sens d’un abandon des personnes les plus fragiles. Les mesures prises par le ministre

Quant aux choix d’Emmanuel Macron, ils vont dans le sens d’un abandon des personnes les plus fragiles, d’un renoncement à l’ambition d’élévation du niveau de qualification de la jeunesse et de lutte contre les inégalités et les déterminismes sociaux.

<p>Blanquer dessinent une école néolibérale aux personnels soumis aux prescriptions et aux élèves renvoyés à des parcours individualisés et rendus ainsi responsables de leur destinée scolaire.</p>	
<p>0.3. Le travail de réflexion que nous menons, en particulier sur les contenus et les pratiques, est unique dans le paysage syndical. Il est reconnu par l'institution et nous permet de tracer des lignes de force. Il est nécessaire de davantage le faire connaître aux collègues (voir thème 4, §III).</p>	
<p>0.4. L'organisation française du collège est globalement celle adoptée par la majorité des pays : un lieu scolarisant ensemble les élèves de 10 à 16 ans en les faisant entrer dans les disciplines. Le problème majeur de la France, pointé par les études internationales comme nationales sont les inégalités sociales de réussite scolaire (bien que nous soyons aussi donnés comme l'un des pays où le nombre de diplômés du supérieur issus de parents non diplômés est particulièrement important). La nécessité de l'éducation prioritaire, solution historique, perdure, mais ne suffit pas. Notre travail nous permet d'affirmer que la classe est l'enjeu éducatif en collège (effectifs, hétérogénéité sociale et scolaire, programmes, diversification des pratiques) ainsi que le métier (donner aux professionnels les moyens réels de réfléchir à leurs pratiques et de les faire évoluer, travailler la relation avec les familles). Nous devons affiner nos propositions sur ces questions. Reste en débat la place des options et des dispositifs de remédiation (faut-il des étapes avant d'en arriver à un système éducatif qui ait traité la difficulté scolaire dès le premier degré et permis une hétérogénéité des classes au collège profitable à tous et en évitant de rendre le métier difficile pour les enseignants ? Quid des Troisièmes pré-pro par exemple ?).</p>	<p>Nous devons affiner nos propositions sur ces questions. Reste en débat la place des options et des dispositifs de remédiation (faut-il des étapes avant d'en arriver à un système éducatif qui ait traité la difficulté scolaire dès le premier degré et permis une hétérogénéité des classes au collège profitable à tous et en évitant de rendre le métier difficile pour les enseignants ? Quid des Troisièmes pré-pro par exemple ?).</p>
<p>0.5. En lycée, les chantiers sur la classe de Seconde, sur les séries et le bac sont ouverts depuis 15 ans. Notre projet de voies et séries aux enseignements disciplinaires construits en complémentarité est cohérent et répond aux exigences de démocratisation. Il se heurte au</p>	<p><i>Le lycée actuel, héritage de la réforme Chatel et de l'absence de création de postes à la hauteur de la démographie, n'est pas satisfaisant. La hiérarchie symbolique entre les voies et les séries s'est accentuée, la diminution des horaires disciplinaires et la dégradation des conditions d'étude, notamment le nombre d'élèves par classe diminuent les chances de réussite dans le supérieur,</i></p>

<p>double palier de l'orientation en fin de Troisième et de Seconde, alors que le « passage automatique » dans la classe supérieure altère la perception des élèves quant aux enjeux des choix d'orientation. Le baccalauréat a quant à lui perdu de sa lisibilité au fur et à mesure qu'il se complexifiait. S'il s'avère nécessaire de réfléchir à l'avenir du baccalauréat, il doit demeurer cependant la clé de voûte du système.</p>	<p>notamment pour les élèves issus des milieux populaires. Il se heurte au double palier de l'orientation en fin de Troisième et de Seconde, alors que le « passage automatique » dans la classe supérieure altère la perception des élèves quant aux enjeux des choix d'orientation. La suppression du redoublement et le dernier mot aux familles amènent au lycée des élèves en grande difficulté sans que rien ne soit fait pour les accompagner, faussant la nécessaire réflexion des élèves et des familles sur l'orientation. Le baccalauréat a quant à lui perdu de sa lisibilité au fur et à mesure qu'il se complexifiait. S'il s'avère nécessaire de réfléchir à l'avenir du baccalauréat, il doit demeurer cependant la clé de voûte du système. Sous la forme d'épreuves nationales, avec une correction organisée au niveau académique, il constitue une norme commune pour les enseignements et favorise pour les enseignants une conscience commune du niveau exigible des élèves. Ce sont des conditions de l'égalité.</p>
<p>0.6. Le lien entre formation et vie professionnelle n'en finit pas de faire débat : apprentissage, post-bac diversifié ; ces dossiers sont lourds, complexes, et nécessitent un travail fédéral.</p>	
<p>0.7. Au final, nous avons des objectifs en termes de démocratisation du système éducatif et de revalorisation des métiers. Notre expertise de praticiens nous amène à produire des outils d'analyse et d'orientation ayant valeur de cadre de travail et de propositions davantage qu'un projet éducatif clé en main qui serait de ce fait nécessairement déconnecté du terrain.</p>	
<p>Fiche 1 : Un second degré pour la qualification et l'émancipation</p>	
<p>1.1. L'élévation du niveau de qualification, nécessaire dans un monde de plus en plus exigeant en termes de savoirs et de compétences, l'est aussi dans le contexte de crise actuel pour rendre les jeunes acteurs de leur avenir.</p>	
<p>1.2. La massification du second degré a permis à davantage de jeunes d'atteindre le niveau du baccalauréat et d'envisager des poursuites</p>	

<p>d'études supérieures et un avenir professionnel. Mais le manque d'ambition politique pour l'enseignement supérieur et de politiques de l'emploi peu favorables aux jeunes bloque le système. De plus ces évolutions sont encore trop marquées par le poids des déterminismes sociaux. Les perspectives de formations ou d'insertions sociales et professionnelles ne sont pas identiques pour tous, tributaires des parcours de formation, eux-mêmes dépendants des conditions sociales des jeunes.</p>	
<p>1.3. Le SNES-FSU rappelle la nécessité d'une diversification progressive et réversible des formations dès le lycée et jusqu'à l'enseignement supérieur. Ces parcours de formations devraient être conçus pour offrir à chaque jeune une double opportunité : la poursuite d'études et l'insertion sociale et professionnelle. Mais ils devraient d'abord permettre à tous les jeunes l'accès à une culture commune partagée et permettre leur émancipation citoyenne.</p>	
	<p><i>Les réformes actuelles tendent à réorganiser le système éducatif sur la base de deux blocs scindés. D'une part, dans le cadre de la scolarité obligatoire maintenue à 16 ans malgré la demande sociale, l'école du socle qui regroupe le premier degré et le collège sur la base d'objectifs (le socle) et de pratiques pédagogiques (les bonnes pratiques) communes. D'autre part, dans le cadre de l'objectif défini dans la loi d'orientation de porter le taux d'accès au niveau licence à 50 % d'une classe d'âge, le bac -3 / bac +3 qui spécialise le lycée à la propédeutique de l'enseignement supérieur. Or, adapter le lycée pour qu'il corresponde aux besoins de la moitié la mieux dotée d'une classe d'âge, celle qui peut envisager dès la seconde de poursuivre ses études jusqu'à bac +3, c'est abandonner l'autre moitié à des parcours scolaires réduits. Faut-il rappeler qu'à l'heure actuelle, les élèves de 16 ans sont pour la plupart déjà au lycée, et que d'autre part la quasi-totalité des élèves de 18 ans sont actuellement toujours scolarisés? Il s'agit bien d'un projet rétrograde, et l'Etat ne s'en cache pas qui entend confier aux Régions et aux Branches Professionnelles les outils permettant le développement de l'apprentissage en lieu et place des voies technologiques et professionnelles incluses jusqu'à ce jour dans l'offre de formation initiale de l'Education Nationale. Il est idéologiquement marqué. Le SNES-FSU s'oppose à ce projet qui signe la fin de l'ambition éducative pour toutes et tous et continuera à accroître les inégalités scolaires et sociales déjà si criantes. Le SNES-FSU s'inscrit résolument dans une dynamique d'élévation des qualifications de toutes et tous, qui suppose de reporter le début de l'apprentissage au-delà du niveau IV, de porter l'âge de fin de la scolarité obligatoire à 18 ans, et de se donner l'objectif de porter en 2030 80 % d'une classe d'âge au niveau licence.</i></p>

<p>Fiche 2 : Le baccalauréat et l'entrée dans l'enseignement supérieur</p>	
<p>2.1. La réforme de l'accès à l'enseignement supérieur, le projet de réforme du baccalauréat et du lycée achèveraient l'éclatement du second degré en distinguant le lycée désormais amarré à l'enseignement supérieur d'une part et le collège d'autre part. Le parti pris d'un lycée organisé en parcours isole le lycéen condamné dès la Seconde à choisir un menu d'enseignements susceptibles de lui faire « gagner » sa place dans l'enseignement supérieur. Le SNES-FSU dénonce ce choix, qui ne pourra que renforcer les inégalités sociales d'accès aux diplômes. L'individualisation des dossiers conduit inévitablement à la généralisation de la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur en en faisant porter la responsabilité au lycéen. Pour le SNES-FSU la sélection à l'entrée de l'université n'est pas acceptable.</p>	<p>La réforme de l'accès à l'enseignement supérieur, les projets de réforme du baccalauréat et du lycée, le risque de transfert de la voie professionnelle aux Régions achèveraient l'éclatement du second degré en distinguant le lycée désormais amarré à l'enseignement supérieur d'une part et le collège d'autre part.</p> <p><i>Favoriser la réussite des lycéens dans le supérieur est un objectif consensuel, mais il ne doit pas faire oublier que la transition entre le collège et le lycée est un moment crucial où se nouent bien des difficultés pour les élèves. Les expériences d'accueil des élèves de Troisième en Seconde, de liaisons Troisième/Seconde, pour peu qu'elles respectent le temps de service des enseignants répondent à des besoins, notamment en éducation prioritaire. Elles doivent permettre d'amarrer le collège au lycée.</i></p> <p>Le parti pris d'un lycée organisé en parcours isole le lycéen condamné dès la Seconde à choisir un menu d'enseignements susceptibles de lui faire « gagner » sa place dans l'enseignement supérieur. Le SNES-FSU dénonce ce choix, qui ne pourra que renforcer les inégalités sociales d'accès aux diplômes. L'individualisation des dossiers conduit inévitablement à la généralisation de la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur en en faisant porter la responsabilité au lycéen. Pour le SNES-FSU la sélection à l'entrée de l'université n'est pas acceptable.</p> <p><i>Pour le SNES-FSU, préparer la réussite des lycéens dans le supérieur suppose d'abord de leur offrir de bonnes conditions d'études afin qu'ils puissent acquérir des connaissances et des méthodes de travail solides. L'âge des lycéens exige une forme de scolarisation adaptée, dans laquelle l'élève peut commencer à opérer des choix tout en étant fortement encadré, et peut disposer d'un temps long pour se déterminer. C'est le sens de la défense des séries qui donne le choix tout en maintenant des parcours cohérents.</i></p> <p>L'individualisation des dossiers conduit inévitablement à la généralisation de la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur en en faisant porter la responsabilité au lycéen. Pour le SNES-FSU la sélection à l'entrée de l'université n'est pas acceptable.</p>
<p>2.2. La plate-forme Parcoursup d'affectation post-bac intègre l'individualisation des parcours sous la forme de « fiches avenir » qu'il faut dénoncer. L'avis sur la « capacité à réussir » posé par le chef d'établissement, suite au conseil de classe, constitue une autorisation à poursuivre des études ou pas. Or, les enseignants n'ont pas à censurer les projets d'études de leurs élèves de manière aussi prédictive, au regard d'attendus à géométrie variable. Tous les</p>	<p>La plate-forme Parcoursup d'affectation post-bac intègre l'individualisation des parcours sous la forme de « fiches avenir » qu'il faut dénoncer. L'avis sur la « capacité à réussir » posé par le chef d'établissement, suite au conseil de classe, constitue une autorisation à poursuivre des études ou pas. Or, les enseignants n'ont pas à censurer les projets d'études de leurs élèves de manière aussi prédictive, au regard d'attendus à géométrie variable. Tous les bacheliers doivent pouvoir poursuivre des études supérieures choisies. À ce titre, le projet de loi sur la réussite étudiante et le Plan étudiants entravent les poursuites d'études plutôt qu'ils ne les encouragent. Les bacheliers professionnels et technologiques en</p>

<p>bacheliers doivent pouvoir poursuivre des études supérieures choisies. À ce titre, le projet de loi sur la réussite étudiante et le Plan étudiants entravent les poursuites d'études plutôt qu'ils ne les encouragent. Les bacheliers professionnels et technologiques en seront les premières victimes. L'État doit donner à l'enseignement supérieur les moyens d'accueillir convenablement les bacheliers, dont les vœux sont généralement raisonnables, dans la formation qu'ils demandent.</p>	<p>seront les premières victimes. <i>La réforme de l'accès à l'université entrave les poursuites d'études au lieu de les encourager. Les bacheliers professionnels et technologiques en seront les premières victimes. Les enseignants n'ont pas à censurer les projets d'études de leurs élèves mais au contraire à favoriser leur ambition. Sous couvert d'information, les attendus des universités sont décourageants voire dissuasif, en particulier pour les élèves issus des milieux les plus défavorisés dont on sait la tendance à se censurer dans leurs ambitions. Les « fiches avenir » sont un outil inefficace et injuste. Les lettres de motivation sont inutiles et discriminantes. L'orientation des élèves doit se faire exclusivement sur des critères scolaires objectifs et non sur des « à côtés » nécessairement discriminants.</i> L'État doit donner à l'enseignement supérieur les moyens d'accueillir convenablement les bacheliers, dont les vœux sont généralement raisonnables, dans la formation qu'ils demandent.</p>
<p>2.3. Le projet ministériel de réduire le baccalauréat à 4 épreuves terminales et au contrôle continu prend le risque d'en faire un diplôme local assis sur de la réputation du lycée qui le délivre. Le SNES-FSU rappelle son exigence d'épreuves nationales, terminales et anonymes.</p>	<p>Le projet ministériel de réduire le baccalauréat à 4 épreuves terminales et au contrôle continu prend le risque d'en faire un diplôme local assis sur de la réputation du lycée qui le délivre. <i>Le projet de réforme du baccalauréat présenté par le Ministre le 14 février est inacceptable. Le SNES-FSU rappelle son exigence d'épreuves nationales, terminales et anonymes. Contrairement à la communication ministérielle, ce projet ne maintient pas un baccalauréat national. Seules trois disciplines sont examinées nationalement, toutes les autres relevant d'une évaluation locale. En effet les banques de sujets nationales ne suffisent pas à garantir l'égale valeur de l'examen sur tout le territoire. L'évaluation des élèves de l'établissement par les enseignants de l'établissement supprime à elle seule la valeur nationale. L'organisation des épreuves par l'établissement pour ses propres élèves aussi. En l'absence d'un anonymat complet incluant l'établissement d'origine lors de la transmission de ces résultats sur Parcoursup, la réputation de l'établissement aurait un poids considérable. Si le projet aboutissait, le SNES devrait exiger cet anonymat. La distinction entre disciplines passées en épreuves terminales et en contrôle continu introduit une forte hiérarchisation symbolique des disciplines, d'autant plus que les élèves ne se répartiront pas équitablement entre les disciplines. Certaines disciplines peuvent à terme devenir des disciplines de seconde zone aux yeux des élèves, comme étant seulement des disciplines de contrôle continu. La multiplication des partiels exige une organisation complexe qui empiètera considérablement sur le temps destiné aux enseignements. Les enseignants n'ont pas dans leurs missions l'organisation des examens, elles ne peuvent leur être confiées. Le nombre total d'épreuves devant être préparées et passées par les élèves (plus du double du baccalauréat actuel) et corrigées par les enseignants en plus de leurs cours est excessif. En outre, une fois les partiels de terminale passés dans les disciplines de tronc commun, il est peu probable que les</i></p>

	<p><i>élèves continuent de travailler dans une discipline dont l'évaluation est passée, amputant donc d'un semestre le temps d'apprentissage. Le temps dévolu à la transmission des connaissances et des méthodes est pourtant la réponse principale aux difficultés des élèves. Elle est complètement niée dans le projet du Ministère.</i></p> <p><i>Il serait inacceptable que le Ministère voie dans les partiels l'occasion de ne plus rémunérer les enseignants pour la correction de l'examen. C'est un risque majeur, comme le montre l'expérience de la réforme des LV.</i></p>
<p>2.4. Pour le SNES-FSU, le baccalauréat doit constituer le seul pré-requis pour poursuivre des études. On ne saurait cependant se satisfaire de son organisation actuelle. Il doit être repensé dans le calendrier des épreuves, l'équilibre des coefficients et les modalités d'évaluation. Il s'agirait de revoir les épreuves et leur durée en fonction des contenus d'enseignement. Il serait souhaitable de pouvoir réduire le nombre d'épreuves terminales tout en maintenant le degré d'exigence en matière d'évaluation nationale. Faut-il par exemple introduire un tirage au sort ou des épreuves multidisciplinaires ? L'évaluation du champ disciplinaire caractérisant chaque série pourrait seule ouvrir droit à mention. La question de la compensation entre les moyennes des différents champs disciplinaires est posée.</p>	<p>Voir mandats 2016</p>
<p>2.5. Les épreuves du groupe 2 fonctionnent mal. Comment pourrait-on les faire évoluer ?</p>	<p>Les épreuves du groupe 2 fonctionnent mal. Comment pourrait-on les faire évoluer ?</p> <p><i>Dans le baccalauréat actuel, les épreuves du groupe 2 permettent à un nombre important d'élèves de réussir leur examen. Dans le cadre d'un baccalauréat comportant une large part de contrôle continu et un nombre d'épreuves très élevé, le risque d'un « accident » à l'examen est très atténué. L'existence d'un oral de rattrapage ne se justifie plus. Elle allongerait et alourdirait encore davantage le baccalauréat et l'année scolaire.</i></p>
<p>2.6. Les mandats des congrès de Marseille et de Grenoble sur l'évaluation et le baccalauréat sont toujours d'actualité.</p>	
<p>Fiche 3 : Bilan de la réforme du collège et de ses</p>	

assouplissements	
3.1. Nos constats généraux et demandes du congrès de Marseille (fiche 12) restent d'actualité.	<i>Cependant, après deux ans d'une laborieuse et épuisante mise en œuvre, il ne s'agit plus de revenir en arrière mais de revendiquer les modifications nécessaires sur les aspects les plus problématiques de la Réforme du collège : plafonnement des horaires élèves, heures d'autonomie non garanties, programmes de cycle sans repères annuels et système d'évaluation.</i>
3.2. La réforme du collège a fait avancer le projet idéologique d'un bloc école-collège matérialisé par l'installation d'un cycle CM1-CM2-6ème avec des programmes de cycle 3 et 4 dépourvus de repères annuels. Les conseils école-collège et de cycle 3 sous la houlette d'IEN et de principaux ne permettent pas la liberté d'échanges. La réforme a mis en opposition et en concurrence AP, EPI et enseignements disciplinaires. Elle a renvoyé au local et appauvri une partie de l'offre éducative. Son assouplissement prétend rétablir des enseignements facultatifs, sans en assurer le financement. La concurrence entre les disciplines et les établissements en a été accentuée. La réforme a engendré une mise à mal de la liberté pédagogique des enseignant-es, notamment via l'instrumentalisation des bilans de fin de cycle par certains chefs d'établissement et IPR.	<p>Les conseils école-collège et de cycle 3 sous la houlette d'IEN et de principaux ne permettent pas la liberté d'échanges. La réforme a mis en opposition et en concurrence AP, EPI et enseignements disciplinaires. Elle a renvoyé au local et appauvri une partie de l'offre éducative.</p> <p><i>Dans la plupart des établissements, la réforme du collège qui visait à mettre en opposition et en concurrence l'AP, les EPI et les enseignements disciplinaires, a permis aux collègues qui le souhaitaient de travailler en co-intervention et de dédoubler de nombreuses heures d'enseignements. La concurrence entre les établissements par la mise en œuvre d'une logique de projet n'est pas devenue plus forte que ce qui préexistait avec la logique des options. Dans l'académie d'Aix-Marseille, la plupart des enseignements concernant le latin et les classes bi-langue et européennes ont pu être maintenues.</i></p> <p>La réforme a engendré une mise à mal de la liberté pédagogique des enseignant-es, notamment via l'instrumentalisation des bilans de fin de cycle par certains chefs d'établissement et IPR</p> <p><i>La réforme du collège a été l'occasion d'une tentative de mise au pas pédagogique concernant les bonnes pratiques, tant en matière d'enseignement que d'évaluation, bien que les textes garantissent aux enseignants leur liberté pédagogique. Dans l'académie d'Aix Marseille, les situations diffèrent selon les établissements mais dans la plupart, en matière d'évaluation, les équipes ont pu poursuivre leurs pratiques habituelles. Cependant, la conformité aux bonnes pratiques et aux modalités d'évaluation par compétences ne doit pas devenir un enjeu dans l'évaluation des enseignants en rendez-vous de carrière.</i></p>
3.3. Le SNES-FSU demande que tous les enseignements facultatifs soient entièrement financés par les rectorats et soient inscrits dans des cartes académiques avec un cadrage national.	<i>Avec la réforme du collège, le plafonnement des horaires élèves a accentué les inégalités de réussite scolaire : le SNES-FSU demande que le temps scolaire soit plus long dans les établissements de l'éducation prioritaire. Par ailleurs, dans ces établissements, les dédoublements et systèmes de co-intervention permis par la réforme du collège dans le cadre des heures d'autonomie doivent être garantis pour permettre la diversité des approches nécessaires à un temps d'enseignement plus long. De même, le principe des devoirs faits, indispensable à la réussite des élèves les plus en difficulté, doit être inscrits dans l'emploi du</i>

	<i>temps, dans le cadre du service des enseignants, et non instauré sur la base du volontariat des élèves par le biais d'heures supplémentaires</i>
3.4. Le LSUN doit être simplifié en supprimant les appréciations inutiles et les éléments de programme travaillés déjà présents dans le cahier de texte. Le SNES-FSU appelle à ne pas remplir les appréciations des EPI, AP et parcours quand un mouvement de résistance pédagogique collective le permet dans l'établissement.	
3.5. Le DNB doit évaluer toutes les disciplines enseignées au collège en tant que telles par le biais d'un contrôle continu ou d'épreuves terminales.	
Fiche 4 : Structure collège, lycées, formations supérieures	
Collège	
4.1. La mise en œuvre de la réforme a fragilisé le collège. Loin d'atteindre son objectif de réduction des inégalités scolaires, elle a surtout mis à mal les enseignements, dénaturé le métier notamment ce qui concerne l'évaluation, accru l'autonomie des établissements avec pour conséquence un renforcement des concurrences internes (disciplines et personnels) et externes mettant à mal le cadre national. Le collège est pourtant le maillon essentiel pour le prolongement de la scolarité jusqu'à 18 ans et une réelle démocratisation des savoirs. Le conforter dans ce rôle passe par une abrogation de la réforme du collège ainsi que par l'affirmation de sa place entre le primaire et le lycée. Il n'est pas un simple prolongement de la scolarité au primaire et la fin de la scolarité obligatoire comme l'entérine le projet d'un bloc école-collège. Il est la première étape de l'entrée dans les enseignements du second degré, structurés par les disciplines, qui permet la poursuite des études dans l'une des trois voies du lycée. Pour permettre la réussite de tous les élèves et leur appropriation d'une culture commune dans un contexte d'hétérogénéité toujours	<p>Le conforter dans ce rôle passe par une abrogation de la réforme du collège ainsi que par l'affirmation de sa place entre le primaire et le lycée, et par de profonds changements allant à rebours de la dernière réforme du collège : programmes disciplinaires annuels et mis en cohérence, horaires nationaux renforcés, dédoublements nationaux, suppression des EPI, enseignements facultatifs fléchés et financés, renforcement de la liaison collège-lycée.</p> <p>¶ Le collège n'est pas un simple prolongement de la scolarité au primaire et la fin de la scolarité obligatoire comme l'entérine le projet d'un bloc école-collège. Il est la première étape de l'entrée dans les enseignements du second degré, structurés par les disciplines, qui permet la poursuite des études dans l'une des trois voies du lycée. Pour permettre la réussite de tous les élèves et leur appropriation d'une culture commune dans un contexte d'hétérogénéité toujours plus grande, il doit bénéficier de moyens lui permettant d'abaisser ses effectifs. Les mandats de Grenoble sont toujours pertinents.</p>

<p>plus grande, il doit bénéficier de moyens lui permettant d'abaisser ses effectifs. Les mandats de Grenoble sont toujours pertinents.</p>	
<p>4.2. Le SNES-FSU demande la fin des expérimentations des échanges de services entre primaire et secondaire. Une liaison CM2-Sixième de qualité nécessite une forme de coordination hors présence de la hiérarchie.</p>	<p>Le SNES-FSU demande la fin des expérimentations des échanges de services entre primaire et secondaire. Une liaison CM2-Sixième de qualité nécessite une forme de coordination hors présence de la hiérarchie. <i>Dans le cadre d'un cycle repensé, le conseil école-collège n'aurait pas lieu d'être réuni plus d'une fois par an, sur une journée banalisée.</i></p>
<p>4.3. La Circulaire de 2015 suite aux modifications apportées par le SNES-FSU pérennise les SEGPA en tant que structure. Si la réforme du collège et son assouplissement s'est appliquée aux SEGPA, une grille horaire a été enfin établie. Cependant, il est inacceptable que certaines académies en dévoient l'application en imposant le modèle du tout inclusif. L'absence de structures médico-sociales adaptées (hôpital de jour, ITEP, IMPRO) amène à faire glisser progressivement les publics de jeunes souffrant de handicaps lourds vers les ULIS et des ULIS vers les SEGPA. Si l'inclusion est un objectif à atteindre, elle doit être pensée sur le long terme en utilisant toute la palette des structures possibles et adaptées en fonction de l'évolution de l'adolescent-e.</p>	
<p>Lycée</p>	
<p>4.4. Notre mandat de lycée diversifié, en trois voies et séries, reste d'actualité. Il est percuté par l'accentuation des déséquilibres entre ces voies et séries et les inégalités sociales qu'il cristallise. Il est donc urgent de revoir le sens et les apports des séries en permettant une spécialisation qui laisse ouvertes les possibilités de choix pour la poursuite d'études dans le supérieur.</p>	<p><i>Le projet de réforme du lycée présenté par le Ministre le 14 février est inacceptable.</i></p> <p>Notre mandat de lycée diversifié, en trois voies et séries, reste d'actualité. Il est percuté par l'accentuation des déséquilibres entre ces voies et séries et les inégalités sociales qu'il cristallise. Il est donc urgent de revoir le sens et les apports des séries en permettant une spécialisation qui laisse ouvertes les possibilités de choix pour la poursuite d'études dans le supérieur.</p> <p><i>Les lycéens ne sont pas en mesure de dessiner eux-mêmes des parcours cohérents avec le projet d'étude qui sera effectivement le leur en Terminale. Il est donc indispensable que les choix de spécialisation qu'ils opèrent soient intégrés dans un ensemble cohérent, imposant certaines disciplines indispensables pour une poursuite d'étude dans le domaine choisi. Une trop grande latitude défavorise les milieux les moins connivents avec l'école et les moins initiés en laissant une large place aux représentations sociales figées et aux déterminismes.</i></p>

	<p><i>Les horaires doivent être définis nationalement et préciser aussi des horaires de dédoublements. La réduction des horaires disciplinaires hebdomadaires serait une nouvelle source d'inégalités, les élèves ne disposant pas des mêmes ressources en dehors de l'école pour accéder à des activités extra scolaires et pour être aidés dans leur travail. Augmenter le temps où les adolescents sont livrés à eux-mêmes est à rebours des enjeux sociaux actuels.</i></p> <p><i>La concomitance des suppressions de poste et de la réforme conduira inévitablement au rétrécissement de l'offre de formation dans les établissements.</i></p> <p><i>Certaines disciplines, pourtant nécessaires à des parcours cohérents, risquent d'être délaissées par les élèves. En l'absence de toute contrainte dans le choix des disciplines par les élèves en fin de Seconde, les parcours risquent soit de ne pas être cohérents avec les attendus des universités et de faire obstacle aux élèves ensuite, soit de privilégier systématiquement les disciplines valorisées par les attendus au risque de voir les autres tomber en déshérence.</i></p> <p><i>Le projet de réforme multiplie les nouveaux enseignements ne correspondant pas à des disciplines scolaires traditionnelles, notamment issues des CAPES. Si l'introduction de nouvelles disciplines au lycée peut constituer un apport, il convient de ne pas multiplier les « éducations à » dont la finalité serait davantage de répondre à des problématiques sociales plus ou moins conjoncturelles qu'à l'acquisition de savoirs et de méthodes. Les programmes doivent en être ambitieux et la compétence des enseignants vérifiée. A cette fin, la réglementation doit préciser quels sont les enseignants susceptibles de les assurer.</i></p>
<p>4.5. La réflexion pourrait porter sur l'organisation du lycée en proposant :</p>	
<p>4.6. Un allongement du cycle terminal d'une année supplémentaire est-il envisageable ? Aujourd'hui, l'âge moyen au baccalauréat est inférieur à 18 ans. Dans une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et dans la perspective de mieux préparer les élèves à la poursuite d'études ou à l'insertion professionnelle, les trois années de lycée sont parfois insuffisantes. Une quatrième année de lycée pourrait permettre de travailler la liaison entre le second degré et le Supérieur, tout en étalant davantage les épreuves du baccalauréat sur deux années.</p>	<p>Un allongement du cycle terminal d'une année supplémentaire est-il envisageable ? Aujourd'hui, l'âge moyen au baccalauréat est inférieur à 18 ans. Dans une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et dans la perspective de mieux préparer les élèves à la poursuite d'études ou à l'insertion professionnelle, les trois années de lycée sont parfois insuffisantes. Une quatrième année de lycée pourrait permettre de travailler la liaison entre le second degré et le Supérieur, tout en étalant davantage les épreuves du baccalauréat sur deux années. <i>Certains élèves, notamment les élèves les plus en difficulté en fin de Troisième, pourraient bénéficier d'une année de lycée supplémentaire afin de les préparer au cycle terminal. Cela leur donnerait le temps de combler leurs lacunes, d'acquérir des méthodes de travail et de préparer leurs choix d'orientation.</i></p>
<p>4.7. Ainsi la spécialisation progressive de la formation serait rendue</p>	

<p>opérationnelle en faisant de la classe de Seconde le pivot de l'enseignement secondaire. À ce titre, l'existence du pallier d'orientation en fin de Troisième doit être questionné.</p>	
<p>4.8. Chaque série doit être identifiée par des champs disciplinaires progressivement marqués (disciplines de spécialité) afin de redonner au baccalauréat du sens et de la lisibilité dans la perspective de la poursuite d'études.</p>	
<p>4.9. Des options (disciplines complémentaires), partagées par toutes les séries, pourraient constituer la clé de voûte de cette nouvelle organisation afin de permettre d'élargir le champ d'une culture commune à tous et d'ouvrir les possibilités d'orientation post-bac (par exemple, séries de la voie technologique et options arts ou langues, séries de la voie générales avec options technologiques). Ainsi conçues, les options devraient être les gages d'une offre large et diversifiée de formations dans tous les lycées et pour tous les lycéens. Elles créent le lien entre tous les lycéens, colorent différemment la série choisie et diversifient les apprentissages.</p>	
<p>4.10. La voie technologique doit être restructurée en profondeur. Les séries devraient être reconstruites autour de champs technologiques pertinents en regard des évolutions des activités économiques, de disciplines supports aidant à la conceptualisation des savoirs technologiques et de disciplines complémentaires permettant l'accès à une culture commune partagée. À titre d'exemple, la série « sciences de gestion » devrait comporter les spécialités de Gestion des ressources humaines, Gestion comptable, Communication, Gestion des systèmes d'information. Les disciplines générales (de support ou complémentaires) seraient construites en relation avec ces spécialités et/ou concourraient à l'appréhension de la culture commune. Les activités de projet seraient privilégiées pour les disciplines technologiques en traitant de l'ensemble des étapes, de la définition du besoin à la réalisation. Les épreuves du baccalauréat reprendraient cette structure tri-polaire en s'appuyant sur l'évaluation des projets</p>	<p><i>La réforme présentée par le Ministre semble conserver les séries de la voie technologique. Cependant le projet n'est pas explicité, notamment en ce qui concerne les volumes horaires des disciplines et l'organisation en tronc commun/spécialité. Si la voie technologique devait être organisée selon un tronc commun et trois puis deux enseignements de spécialités comma la voie générale, la cohérence des disciplines technologiques ne pourrait plus être assurée.</i></p> <p>La voie technologique doit <i>cependant</i> être restructurée en profondeur. Les séries devraient être reconstruites autour de champs technologiques pertinents en regard des évolutions des activités économiques, de disciplines supports aidant à la conceptualisation des savoirs technologiques et de disciplines complémentaires permettant l'accès à une culture commune partagée. À titre d'exemple, la série « sciences de gestion » devrait comporter les spécialités de Gestion des ressources humaines, Gestion comptable, Communication, Gestion des systèmes d'information. Les disciplines générales (de support ou complémentaires) seraient construites en relation avec ces spécialités et/ou concourraient à l'appréhension de la culture commune. Les activités de projet seraient privilégiées pour les disciplines technologiques en traitant de l'ensemble des étapes, de la définition du besoin à la réalisation. Les épreuves du baccalauréat reprendraient cette structure tri-polaire en s'appuyant sur l'évaluation des</p>

pour les disciplines technologiques, ponctuellement, en fin de formation.	projets pour les disciplines technologiques, ponctuellement, en fin de formation.
Classes préparatoires aux grandes écoles	
4.11. Les mandats concernant l’ouverture sociale et la diversification de l’offre en CPGE votés aux Congrès précédents sont toujours d’actualité.	
4.12. Grâce à un fort taux de poursuite d’études et d’intégration dans les Grandes Écoles et une bonne insertion professionnelle après cinq ans d’études supérieures (2+3), les CPGE attirent de plus en plus de bacheliers. Par ailleurs, l’Université ne peut à elle seule absorber les 40 000 bacheliers supplémentaires par an. La hausse importante du nombre de bacheliers depuis quelques années, qui devrait se poursuivre, impose d’initier un nouveau cycle d’ouvertures de classes comme cela s’est produit à la fin des années 80 début des années 90. C’est une bonne centaine de CPGE de toutes les filières qu’il faut ouvrir à l’horizon 2025.	Grâce à un fort taux de poursuite d’études et d’intégration dans les Grandes Écoles et une bonne insertion professionnelle après cinq ans d’études supérieures (2+3), les CPGE attirent de plus en plus de bacheliers. Par ailleurs, l’Université ne peut à elle seule absorber les 40 000 bacheliers supplémentaires par an. La hausse importante du nombre de bacheliers depuis quelques années, qui devrait se poursuivre, impose d’initier un nouveau cycle d’ouvertures de classes comme cela s’est produit à la fin des années 80 début des années 90. C’est une bonne centaine de CPGE de toutes les filières qu’il faut ouvrir à l’horizon 2025. <i>Les CPES constituent une voie médiane visant des élèves capables de réussir de longues études à condition de compenser dès le départ leur manque de maîtrise des méthodes de travail et la faiblesse de leur culture générale. Elles peuvent permettre de lutter contre les inégalités et doivent être développées.</i>
4.13. Le taux de poursuite des bacheliers généraux en CPGE ne doit pas descendre sous les 13 % et tendre vers les 3 % pour les bacheliers technologiques, faute de quoi la sélection sera de plus en plus dure ce qui mettra à mal la relative démocratisation qui s’est amorcée ces dernières années. Le doublement des classes préparatoires destinées aux bacheliers professionnels, en passant de 4 à 8 classes sur tout le territoire, étofferait la diversification des débouchés pour ces bacheliers.	
4.14. L’Île-de-France concentre encore un tiers des étudiants de CPGE et dans la seule ville de Paris un étudiant sur cinq. La création de nouvelles classes pourrait être l’occasion d’un rééquilibrage territorial avec l’ouverture de classes préparatoires de proximité.	

<p>4.15. En filière économique et commerciale, au-delà de l'intérêt que peut revêtir une expérience en milieu professionnel pour un étudiant de cette filière, en faire une activité obligatoire sur temps scolaire, sans cadrage national pose problème. La mise en place de stages ne doit pas se faire sans acceptation préalable des équipes pédagogiques et sans consultation des représentants des personnels au CA.</p>	
Brevets de techniciens supérieurs	
<p>4.16. Les BTS doivent demeurer des formations supérieures permettant l'acquisition d'un niveau de qualification reconnu de technicien. Ces formations doivent également permettre à tous les jeunes qui le souhaitent de poursuivre leurs études dans des parcours diversifiés : universitaires ou grandes écoles. Chaque spécialité de BTS doit donc comporter des enseignements professionnels de haut niveau, avec mise en œuvre de pratiques professionnelles, des enseignements scientifiques et techniques et des enseignements généraux ouvrant aux poursuites d'études.</p>	
<p>4.17. L'accès en BTS doit être ouvert à l'ensemble des bacheliers (généralistes, technologiques et professionnels). Selon le bac d'origine des étudiants, les premières années de formation peuvent, dans le respect des référentiels, proposer des adaptations allant jusqu'à une année propédeutique pour ceux dont les compétences seraient trop éloignées de celles nécessaires à une réussite dans la spécialité envisagée.</p>	
Fiche 5 : L'apprentissage, les Régions et les entreprises	
<p>5.1. Le développement de l'apprentissage est de nouveau un des axes forts du nouveau gouvernement. Il faut réinterroger la volonté gouvernementale de confier la responsabilité de l'apprentissage aux branches professionnelles.</p>	

5.2. En pré-bac, l'apprentissage n'est nullement un parcours de réussite pour les élèves en difficulté et reste très discriminant socialement. Rien ne leur garantit l'accès à une qualification au terme de leur formation, pas même l'obtention du niveau V. Le taux d'échec y est élevé, notamment en raison des ruptures de contrats et les entreprises se désinvestissent de ces niveaux de formation. Maintenir coûte que coûte ces formations en apprentissage reviendrait à augmenter encore les aides financières aux entreprises pour un résultat sujet à caution.	
5.3. En post-bac, compte tenu de la volonté du gouvernement et des Régions de développer de l'apprentissage, les collègues en lycée peuvent être sollicités pour assurer des cours auprès d'apprentis, voire d'intégrer des apprentis dans leurs classes, à l'invitation du CFA ou du GRETA du bassin. Ils sont alors généralement rémunérés en vacations pour des heures supplémentaires qui apparaissent sur un bulletin de paie édité par le CFA ou le GRETA.	
5.4. Le SNES-FSU rappelle que l'apprentissage, y compris au niveau bac+2, coûte globalement plus cher à la nation que les formations sous statut d'étudiant. Il reste discriminant. Les taux de réussite aux examens y sont inférieurs, et les taux d'insertion professionnelle y restent du même ordre que ceux des scolaires. Toute politique qui jouerait les formations sous statut d'apprenti contre celles sous statut scolaire entraînerait une régression de la qualité et de l'offre de formation proposée aux jeunes.	
5.5. Néanmoins, en l'absence de bourse d'études universelle, certains jeunes adultes ont besoin d'un contrat d'apprentissage pour pouvoir poursuivre leurs études. Pour le SNES-FSU, ces formations ne viennent pas en concurrence avec les formations sous statut scolaire. Lorsqu'elles sont implantées dans les lycées, les équipes enseignantes doivent garder le contrôle total des formations, notamment en termes organisationnels. Ces certifications doivent être gérées par le rectorat. Le SNES-FSU revendique que ces	

<p>enseignements soient financés en heures gagées par le rectorat, intégrées dans le service des enseignants.</p>	
<p>5.6. Les entreprises dans l'École Par le truchement d'associations inspirées par des branches professionnelles, comme par exemple l'association « Entreprendre pour apprendre », on voit fleurir dans les collèges et les lycées des projets visant à inculquer « l'esprit d'entreprendre » aux jeunes enfants. Il s'agit généralement de dispositifs clés en main proposés aux enseignants, pour donner une « réalité » au parcours avenir, avec le concours de responsables de l'association. Outre le fait que ces prestations sont facturées, après accord du conseil d'administration, à l'établissement scolaire, le SNES-FSU met en garde sur les effets néfastes de ces stratégies d'entrisme des organisations patronales dans l'École. Il exige que, dans tous les cas, les équipes enseignantes et les Psy-EN gardent la maîtrise de ce qui est proposé aux jeunes dans ce cadre.</p>	
<p>Fiche 6 : Contenus, programmes, pratiques</p>	
<p>6.1. Sous couvert « d'innovation », certaines pratiques, méthodes ou organisations de classe sont parfois imposées aux enseignants : îlots, classe inversée, utilisation du numérique, enseignement « par compétences », travail en groupes, pédagogie de projet, etc. Or, les pratiques pédagogiques ne sont pas neutres. Permettent-elles aux enseignants de mieux enseigner et aux élèves de mieux apprendre ? Et si oui dans quel contexte et avec quelles implications ? Le SNES-FSU demande que les bilans des travaux scientifiques soient mis à disposition des enseignants et que la formation initiale et continue puisse s'en nourrir afin de permettre aux enseignants de faire des choix éclairés.</p>	<p>Sous couvert « d'innovation », certaines pratiques, méthodes ou organisations de classe sont parfois imposées aux enseignants : îlots, classe inversée, utilisation du numérique, enseignement « par compétences », travail en groupes, pédagogie de projet, etc. Elles sont promues activement par l'institution sans que l'offre de formation permette une formation approfondie et sans véritable suivi des pratiques par la suite. Or, si la variété des pratiques pédagogiques est une richesse pour les enseignants, toutes les pratiques ne se valent pas. les pratiques pédagogiques ne sont pas neutres. Permettent-elles aux enseignants de mieux enseigner et aux élèves de mieux apprendre ? Et si oui dans quel contexte et avec quelles implications ? Le SNES-FSU demande que les bilans des travaux scientifiques soient mis à disposition des enseignants par l'institution et que la formation initiale et continue puisse s'en nourrir afin de permettre aux enseignants de faire des choix éclairés. La formation des enseignants ne saurait rester plus longtemps aussi descendante et prescriptive. Elle doit au contraire intégrer l'objectif de rendre les enseignants capables d'une approche critique des pratiques pédagogiques. La variété des pratiques pédagogiques est une richesse pour</p>

	<p><i>La co-intervention s'est de fait développée dans les classes depuis plusieurs années (TPE, réforme STI2D, réforme du collège). Pour peu qu'elle ne soit pas imposée et que les enseignants puissent s'organiser de manière autonome, elle rencontre l'intérêt de nombreux collègues. Un bilan sérieux des pratiques en la matière et de leurs conséquences sur les apprentissages des élèves serait nécessaire, ainsi que la possibilité d'une formation à ces pratiques.</i></p>
<p>6.2. Bilan des programmes du collège. Les horaires disciplinaires doivent être définis nationalement et comprendre des temps en classe entière et en groupes à effectif réduit dans toutes les disciplines. Des horaires disciplinaires augmentés doivent intégrer des options obligatoires au choix pour les élèves et l'aide aux devoirs. Ils doivent permettre aux enseignants de mettre en place des formes d'aide au sein de la classe, de travailler des objets d'études disciplinaires et construire de l'interdisciplinarité. Les programmes les plus problématiques doivent être réécrits. Il est nécessaire que l'institution élabore un bilan de l'approche curriculaire des programmes mis en place à la rentrée 2016. Pour le SNES-FSU, tous les programmes doivent avoir des repères annuels. Leur mise en place doit être accompagnée pour ne pas déstabiliser les équipes. Le SNES-FSU continuera à porter ses propositions, notamment en matière d'information-documentation.</p>	
<p>6.3. À l'heure où le gouvernement entend instaurer, du collège au lycée, un nouveau parcours citoyen, le SNES-FSU demande une évaluation de la mise en œuvre du parcours citoyen actuel. Sa conception est loin de produire du sens pour les collégiens. Le SNES-FSU revendique la nécessité d'inscrire les jeunes dans des actions collectives et d'en donner les moyens aux établissements. La</p>	

<p>reconnaissance de l'engagement, sous des formes qui restent à penser, ne doit pas passer par une validation scolaire obligatoire, a fortiori pour des engagements hors l'école. En cherchant à dépasser les biais sociaux qui le freinent, les EPLE ont un rôle à jouer pour faciliter l'accès de tous les jeunes à différentes formes d'engagement, respectant sincérité et liberté civique.</p>	
<p>6.4. Programmes du lycée. Si les programmes du lycée sont mis en chantier, il est indispensable que l'articulation Troisième-Secondaire soit pensée, tout comme celle entre la Terminale et l'enseignement supérieur. Les programmes disciplinaires ne doivent pas être conçus comme des modules indépendants les uns des autres, mais en cohérence les uns avec les autres au sein de chaque série.</p>	<p>Programmes du lycée. Si les programmes du lycée sont mis en chantier, il est indispensable que l'articulation Troisième-Secondaire soit pensée, tout comme celle entre la Terminale et l'enseignement supérieur. <i>Pour préparer à l'enseignement supérieur, ils doivent constituer une solide culture générale dans l'ensemble des disciplines étudiées.</i> Les programmes disciplinaires ne doivent pas être conçus comme des modules indépendants les uns des autres, mais en cohérence les uns avec les autres au sein de chaque série. <i>Ils doivent permettre une progressivité des enseignements d'une année sur l'autre, tant pour les contenus que pour les méthodes liées aux différents exercices. L'introduction d'enseignements nouveaux et proposés à tous, comme l'initiation au droit ou un enseignement de culture scientifique permettraient aux lycéens de compléter leur culture, de découvrir des champs disciplinaires nouveaux en vue de l'orientation dans le supérieur, et d'exercer leur citoyenneté de manière plus éclairée. La prise en charge de ces enseignements par les professeurs de telle ou telle discipline doit être cadrée nationalement.</i></p>
<p>6.5. Nos mandats de Marseille (Fiche 7) et Grenoble (Fiche 8) sur l'évaluation des élèves restent valides. Les différentes finalités de l'évaluation doivent être clarifiées : outil au service de la formation des élèves au quotidien qui doit être compréhensible par les élèves et les parents ; outil de certification permettant notamment l'obtention d'un diplôme... Les résultats des élèves ne doivent pas être instrumentalisés pour permettre à l'institution de juger de la performance du système, de comparer professeurs et établissements. Les évaluations comportementales des élèves doivent être abandonnées dans les procédures d'orientation et d'affectation. Au collège, le socle n'a pas à être évalué en tant que tel en fin de cycle : les programmes étant construits à partir du socle, c'est l'évaluation disciplinaire qui, de fait, doit valoir évaluation du socle. La liberté pédagogique des enseignants concernant les modalités d'évaluation en classe doit être respectée et les applications utilisées garantir cette liberté au lieu d'être parfois un outil pour imposer une évaluation non</p>	

chiffrée.	
Fiche 7 : Numérique	
7.1 Les données des élèves et des personnels (travaux scolaires et extra-scolaires) deviennent un enjeu majeur en terme économique (commercialisation par exemple). Le SNES-FSU demande la mise en place d'un cadre légal qui assure la protection des données scolaires et précise les traitements qui peuvent être réalisés à partir de celles-ci (dans le cadre de l'Éducation nationale). Un débat public sur la protection des données personnelles y compris scolaires doit être mené dans le cadre de la nouvelle Loi informatique et liberté.	
7.2. Le SNES-FSU continue à dénoncer les accords passés par l'Éducation nationale avec les entreprises du numérique (GAFAM, startups de l' « Edtech »...). Pour les solutions commerciales utilisées dans la majorité des établissements les accès aux données des élèves et des personnels doivent faire l'objet d'une contractualisation qui garantisse la préservation des droits des individus (information des utilisateurs, droit à l'oubli...). Le SNES-FSU demande le développement de solutions au sein de l'Éducation nationale afin de garantir l'indépendance et la neutralité des traitements opérés sur les données des agents et des élèves.	<i>7.2. Le SNES-FSU continue à dénoncer les accords passés par l'Éducation nationale avec les entreprises du numérique (GAFAM, startups de l' « Edtech »...). Il faut réaffirmer le principe de neutralité commerciale des enseignants en dénonçant ces accords qui privilégient des environnements, des outils et des formats propriétaires. Pour les solutions commerciales utilisées dans la majorité des établissements les accès aux données des élèves et des personnels doivent faire l'objet d'une contractualisation qui garantisse la préservation des droits des individus (information des utilisateurs, droit à l'oubli...). Le SNES-FSU demande le développement de solutions au sein de l'Éducation nationale afin de garantir l'indépendance et la neutralité des traitements opérés sur les données des agents et des élèves.</i>
7.3. Le SNES-FSU demande que l'avis des personnels des établissements soit pris en compte avant toute décision d'équipement (plan tablette, lycée 4.0, collège numérique...). Les usages des outils numériques (ENT...) doivent ménager la séparation entre la sphère professionnelle et la sphère privée. Des règles d'utilisation doivent être définies nationalement pour un droit à la déconnexion (voir aussi le thème 2, §2.6).	<i>7.3 Le SNES-FSU demande que l'avis des personnels des établissements soit pris en compte avant toute décision d'équipement (plan tablette, lycée 4.0, collège numérique...) par un vote en CA. Les usages des outils numériques (ENT...) doivent ménager la séparation entre la sphère professionnelle et la sphère privée. Après enquête auprès de la profession, le SNES-FSU demande de participer à la rédaction des règles d'utilisation définies nationalement pour un droit à la déconnexion (voir aussi le thème 2, §2.6). Ces règles impactant les conditions de travail doivent être soumises au CHSCTM.</i>
7.4. L'utilisation du numérique ne doit pas être une fin en soi mais	<i>7.4. L'utilisation du numérique ne doit pas être une fin en soi mais être utile aux apprentissages. La</i>

<p>être utile aux apprentissages. La recherche montre que son utilisation peut être utile dans certaines situations et pour certains apprentissages, mais qu'elle est loin de l'être systématiquement. Les formations visant à utiliser tel ou tel outil ne sont pas suffisantes pour permettre aux enseignants d'utiliser le numérique dans leurs pratiques de façon libre et éclairée. La réflexion sur les usages du numérique en classe doit être menée en lien avec celle sur les pratiques pédagogiques. Les professeurs doivent être sensibilisés à ces enjeux dans le cadre de la formation initiale et continue en prenant notamment appui sur les recherches en pédagogie et didactique.</p>	<p><i>recherche montre que son utilisation peut être utile dans certaines situations et pour certains apprentissages, mais qu'elle est loin de l'être systématiquement. Les formations ne doivent pas se cantonner à la présentation d'un catalogue d'outils et de bonnes pratiques qu'ils devraient appliquer tels quels. Mais elles doivent permettre aux enseignants d'utiliser le numérique de façon libre et éclairée dans le cadre de leur liberté pédagogique. La réflexion sur les usages du numérique en classe doit être menée en lien avec celle sur les pratiques pédagogiques. Les professeurs doivent être sensibilisés à ces enjeux dans le cadre de la formation initiale et continue en prenant notamment appui sur les recherches en pédagogie et didactique.</i></p>
<p>7.5. Le SNES-FSU poursuit son travail de réflexion sur la possibilité d'un enseignement dédié à l'informatique (contenu, niveau, prise en charge).</p>	
<p>7.6. Face à la généralisation de l'utilisation du numérique pour tous les actes professionnels, le SNES-FSU appelle les psychologues à la plus grande vigilance quant à l'utilisation de leurs écrits psychologiques et leur diffusion.</p>	
<p>7.7. Les mandats des congrès de Marseille (Fiche 14) et Grenoble (Fiche 9) sont toujours d'actualité.</p>	
<p>Fiche 8 : Mixité sociale et scolaire</p>	
<p>8.1. L'analyse et les mandats du congrès de Grenoble (Fiche 10) restent pertinents.</p>	
<p>8.2. Quelques académies et départements ont en cours des projets visant à améliorer la mixité sociale des collèges. Ces projets s'appuient sur des changements de périmètre des cartes scolaires, des</p>	

<p>déplacements-reconstructions de collèges, l'établissement de secteurs multicollèges, la mise en place de bonus-malus selon la composition sociale du collège au regard de son secteur de recrutement.</p>	
<p>8.3. La recherche montre que la mixité sociale est source d'enrichissement culturel pour les établissements scolaires, et qu'elle améliore les résultats des élèves. Elle pointe aussi l'absence de recette miracle : les projets doivent être réfléchis en fonction des spécificités des territoires concernés. Certains territoires sont tellement enclavés ou appauvris que l'Éducation nationale ne peut à elle seule proposer de solution : une politique publique large de lutte contre les inégalités sociales est nécessaire.</p>	
<p>8.4. Pour le SNES-FSU, ces projets n'ont de sens et ne peuvent se dérouler convenablement que sous certaines conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► il s'agit là où cela est possible de construire de la mixité sociale, et non de saisir l'opportunité de fermer un établissement ; ► l'ensemble de la communauté éducative, et en particulier les personnels, doit être associé à la démarche très en amont. Leurs avis doivent être entendus ; ► les investissements afférents doivent être garantis sur le temps long (plusieurs années) : transports scolaires, effectifs des classes... ► le système de « bonus malus », selon la composition sociale, doit être transparent et s'appliquer aux dotations d'enseignement. 	<p><i>En outre la mixité sociale au sein d'un établissement n'est pas la garantie d'un réel mélange des élèves au quotidien. Il faut veiller à ce qu'elle se traduise dans les classes et dans l'ensemble de la vie de l'établissement.</i></p>
<p>8.5. Nos mandats sur l'enseignement privé sont toujours d'actualité (Congrès de Grenoble § 10.2.). Dans le champ de la mixité sociale, l'enseignement privé participe impunément à la ségrégation. Le système de malus-bonus sur les dotations d'État et de fonctionnement doit s'y appliquer. L'enseignement privé ne doit pas non plus profiter de conventions prévoyant dans les secteurs multicollèges la prise en charge par le rectorat des frais d'inscriptions.</p>	

<p>Fiche 9 : Éducation prioritaire</p>	
<p>9.1. Depuis le milieu des années 2000, les écarts de réussite entre les élèves de l'éducation prioritaire et les élèves hors EP se creusent. Les seules réponses des gouvernements ont été toujours plus de déréglementation menant à une école à deux vitesses. La dernière carte de l'EP de 2015 avec l'instauration des REP+ et des REP n'a pas mis fin à ces dérives. Le ministre a annoncé pour la rentrée 2019 une nouvelle carte, tout en précisant que l'EP était territoriale et liée à la politique de la ville, mais aussi « individuelle » pour combattre les fragilités scolaires et sociales quel que soit le territoire. Ces propos font craindre une dissolution des moyens et rejoignent les propositions de France stratégie de « ne retenir que deux catégories de collèges afin de différencier les moyens de manière plus forte au sein des 10 % des établissements les plus en difficulté (contre 20 % des établissements actuellement), tout en assurant une allocation légèrement progressive des moyens au sein des établissements hors éducation prioritaire en fonction des caractéristiques de leurs élèves ».</p>	
<p>9.2. Le SNES-FSU porte l'idée d'une relance ambitieuse de l'EP et réaffirme qu'elle ne saurait constituer une école à part : les établissements doivent pouvoir poursuivre les mêmes objectifs, dispenser les mêmes contenus avec exigence pour poursuivre les mêmes ambitions que les autres. Cela exige d'améliorer les conditions d'études pour les élèves et d'enseignement et de travail pour les personnels. Pondération : voir thème 2, §2.6. Elle doit s'accompagner d'une politique de la Ville ambitieuse qui vise les territoires en difficulté et favorise la mixité sociale ainsi que d'une politique d'aménagement du territoire qui permette de répartir les équipements publics de manière équilibrée.</p>	<p>Le SNES-FSU porte l'idée d'une relance ambitieuse de l'EP et réaffirme qu'elle ne saurait constituer une école à part : les établissements doivent pouvoir poursuivre les mêmes objectifs, dispenser les mêmes contenus avec exigence pour poursuivre les mêmes ambitions que les autres. Cela exige d'améliorer les conditions d'études pour les élèves et d'enseignement et de travail pour les personnels. <i>Cela exige aussi de donner aux élèves de l'éducation prioritaire plus de temps pour les apprentissages : le nombre d'heures disciplinaires devrait être supérieur en Education prioritaire. Le plafond des 26 heures hebdomadaires est particulièrement discriminatoire pour les élèves qui n'ont pas accès à des activités extra-scolaire et sont souvent livrés à eux-mêmes. Par ailleurs, dans ces établissements, les dédoublements et systèmes de co-intervention permis par la réforme du collège dans le cadre des heures d'autonomie doivent être garantis pour permettre la diversité des approches nécessaires à un temps d'enseignement plus long.</i></p> <p>Pondération : voir thème 2, §2.6. Elle doit s'accompagner d'une politique de la Ville ambitieuse qui vise les territoires en difficulté et favorise la mixité sociale ainsi que d'une politique d'aménagement du territoire qui permette de répartir les équipements publics de manière équilibrée.</p>

	<p>La construction d'internat dans les établissements de l'EP est aussi une réponse possible aux difficultés rencontrées par les élèves.</p>
<p>9.3. Le SNES-FSU réaffirme son exigence d'un périmètre large de l'EP qui comprenne aussi les lycées généraux, technologiques et professionnels, dont l'articulation avec les collèges est essentielle ; les zones rurales et les DROM qui présentent des spécificités par rapport aux territoires urbains et périurbains. Elle demande un label unique pour tous les établissements de l'EP et une carte définie par des indicateurs nationaux transparents et concertés déterminant pour chaque établissement en fonction de son niveau de difficulté scolaire, sociale et territoriale des moyens lui permettant de réduire les inégalités.</p>	<p>Le SNES-FSU réaffirme son exigence d'un périmètre large de l'EP qui comprenne aussi les lycées généraux, technologiques et professionnels, dont l'articulation avec les collèges est essentielle ; les zones rurales et les DROM qui présentent des spécificités par rapport aux territoires urbains et périurbains. Elle demande un label unique pour tous les établissements de l'EP et une carte définie par des indicateurs nationaux transparents et concertés déterminant pour chaque établissement en fonction de son niveau de difficulté scolaire, sociale et territoriale des moyens lui permettant de réduire les inégalités.</p> <p><i>Certains lycées accueillent des élèves venus exclusivement de collèges REP+. Il n'est pas acceptable que leur classement soit différent, les élèves ne changeant pas de conditions de vie entre la troisième et la seconde. Au contraire, les problématiques s'accroissent en entrant au lycée, de nombreux lycéens devant travailler pour subvenir aux besoins de la famille, assumer des responsabilités familiales, se confronter davantage aux difficultés. Ces établissements doivent intégrer le dispositif REP+. L'allocation progressive des moyens qui consiste à allouer à chaque établissement en fonction de son niveau de difficulté scolaire, sociale et territoriale des moyens lui permettant de réduire les inégalités, n'est pas pertinente pour faire face aux difficultés de l'EP. Les moyens des établissements relevant de l'EP doivent être sanctuarisés et ne pas subir d'effets de seuil. La politique d'EP doit se traduire par une définition particulière des conditions d'étude : maximum d'élèves par classe (25 en lycée, 20 en collège), nombre d'heures disciplinaires supérieures à la norme nationale, dédoublements ... L'exercice en éducation prioritaire nécessite des équipes stables et reconnues. Les personnels des lycées relevant de l'EP doivent bénéficier des indemnités et des bonifications de carrière comme ceux des collèges.</i></p>
<p>9.4. Nos constats généraux et demandes du congrès de Marseille (Fiche 12) et Grenoble (Fiche 11) restent d'actualité.</p>	
<p>Fiche 10 : Au-delà de la formation initiale...</p>	
<p>10.1. La formation initiale doit conduire au diplôme, à la qualification et à l'insertion professionnelle et sociale de tous les jeunes. La formation tout au long de la vie, sous ses aspects de promotion sociale, d'adaptation au poste de travail, d'anticipation des mutations technologiques ou d'insertion, prend le relais dès la</p>	

sortie du système scolaire. Elle ne doit pas être un prétexte à brader la formation initiale.	
10.2. Le service public doit devenir un acteur incontournable de ses dispositifs, et ses structures (GRETA, CNED, AFPA, CNAM, MLDS, Missions locales...) doivent être renforcées.	
10.3. La MLDS vise à réduire, par des actions de prévention en lien avec les équipes pluriprofessionnelles, le nombre de jeune, sortant prématurément du système scolaire sans diplôme et sans qualification et à prendre en charge une partie de ces jeunes de plus de 16 ans en vue d'une insertion sociale et professionnelle durable ou d'un retour en formation. Mais les personnels MLDS sont souvent isolés pour initier les mises en œuvre des directives de lutte contre le décrochage scolaire. La lutte contre le décrochage scolaire devrait être davantage portée par l'ensemble de la communauté éducative sous l'impulsion du chef d'établissement. Ces directives rectORALES et nationales en restent d'ailleurs trop souvent au niveau de vœux pieux sans traduction concrète en termes de moyens pour la remédiation ou de capacités d'accueil. La question de la pertinence de la responsabilité des régions pour le public des jeunes de 16 à 18 ans doit être réexaminée, dans la perspective de l'allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Le bilan du fonctionnement des PSAD montre que si le repérage des décrochés est désormais plus fiable, les solutions restent toujours aussi indigentes. Les formations proposées, hormis le retour en formation initiale qui s'effectue à moyen constant, sans place fléchée ou réservée pour ce public, ne permettent pas vraiment l'accès à une véritable qualification. Les Psy-En-EDO, DCIO, sont très impliqués dans ces dispositifs et devraient être systématiquement consultés sur les besoins de formation en amont.	
10.4. Pour les adultes, sortis de formation initiale, le service public en général et les GRETA en particulier proposent des formations en alternance, de qualification professionnelle aux demandeurs	

<p>d'emploi, financées par Pôle Emploi, les conseils régionaux ou d'autres organismes, ils proposent également des formations de spécialisation et de perfectionnement pour les salariés ainsi que des accompagnements à la VAE. L'objectif devrait être de proposer des parcours de formation ouvrant sur un diplôme ou un titre reconnu nationalement.</p>	
<p>10.5. Pour atteindre ces objectifs, tant pour la FCA que pour la MLDS, la professionnalisation renforcée des acteurs (formateurs, conseillers en formation, coordonnateurs MLDS, gestionnaires) est nécessaire avec une reconnaissance, par des mesures de titularisation et des augmentations salariales.</p>	<p>Pour atteindre ces objectifs, tant pour la FCA que pour la MLDS, la professionnalisation renforcée des acteurs (formateurs, conseillers en formation, coordonnateurs MLDS, gestionnaires) est nécessaire avec une reconnaissance, par des mesures de titularisation et des augmentations salariales, <i>mais aussi par une politique de formation continue développée.</i></p>
<p>Fiche 11 : Métier</p>	
<p>11.1. La formation, loin de chercher à imposer des « bonnes pratiques » doit mettre les enseignants en position réflexive sur leur métier et les ouvrir à des formes de pédagogie (pratiques, méthodes, organisations de classes...) diverses pour qu'ils puissent faire des choix éclairés et diversifient leurs pratiques en fonction des objectifs poursuivis, des contenus enseignés, des connaissances et compétences à faire acquérir aux élèves. La formation continue doit pour cela être étoffée et davantage adossée à la recherche, tant du point de vue didactique que du point de vue disciplinaire. Le temps de service devant les élèves doit être abaissé pour développer les temps de concertation nécessaires au développement professionnel et à la recherche de mises en œuvre pédagogique en contexte.</p>	<p>La formation, loin de chercher à imposer des « bonnes pratiques » doit mettre les enseignants en position réflexive sur leur métier et les ouvrir à des formes de pédagogie (pratiques, méthodes, organisations de classes...) diverses pour qu'ils puissent faire des choix éclairés et diversifient leurs pratiques en fonction des objectifs poursuivis, des contenus enseignés, des connaissances et compétences à faire acquérir aux élèves. La formation continue doit pour cela être étoffée et davantage adossée à la recherche, tant du point de vue didactique que du point de vue disciplinaire. <i>La construction de la formation devrait se faire en commun entre les équipes d'enseignants et les chercheurs, les premiers formulant des besoins, les seconds élaborant les contenus. L'institution doit se donner les moyens de répondre davantage aux besoins de formation formulés par la profession, et pour cela elle doit s'efforcer de les recueillir.</i> Le temps de service devant les élèves doit être abaissé pour développer les temps de concertation nécessaires au développement professionnel et à la recherche de mises en œuvre pédagogique en contexte</p>
<p>11.2. Les pressions de toutes sortes mises sur les enseignants à propos des pratiques pédagogiques et des modes d'évaluation des élèves ont des effets contre-productifs, en court-circuitant la réflexion sur ses effets et sur les bien-fondés des évolutions éventuelles.</p>	

11.3. Pour que la liberté pédagogique puisse s'exercer de manière satisfaisante, il est urgent que les enseignant-es soient associés pleinement à la conception et l'élaboration des programmes scolaires.	
Fiche 12 : Vie scolaire : pour une politique éducative cohérente et des dotations à la hauteur des enjeux	
Nouveaux dispositifs	
12.1. Alors que l'action éducative requiert cohérence et durée, ces dernières années ont vu s'empiler au gré de chaque changement de ministre des annonces nouvelles, sans aucun bilan des précédentes mesures. Le SNES dénonce cette incohérence et la mise sous tension des équipes de vie scolaire devenues variables d'ajustement de dispositifs multiples. Des représentations plus souples et plus impliquantes pour les collégiens sont à expérimenter.	
« Devoirs faits »	
12.2. Pour le SNES-FSU, l'aide au travail personnel doit être valorisée dans des espaces et des temps dédiés, et le rôle des CPE et des assistants d'éducation se doit d'être précisé en articulation avec les équipes enseignantes. La question de l'encadrement du dispositif reste posée. Si, au regard des textes, les CPE sont associés à sa mise en œuvre « dans le cadre de leurs missions », cela ne peut se faire que sur la base du volontariat, sans injonction de la part des chefs d'établissement. L'investissement des CPE doit être reconnu dans leur temps de travail. L'utilisation des AED au détriment d'autres tâches, ou le bénévolat, ne peuvent être des modes de fonctionnement. Ce dispositif doit être l'occasion de réaffirmer la nécessité d'un temps de concertation au sein des équipes pluridisciplinaires et de formation des intervenants. Des interventions extérieures dans ce cadre peuvent fragmenter l'action pédagogique, et nier l'expertise des personnels. Les dotations des établissements scolaires doivent donc être abondées. Le SNES FSU refuse et	

<p>dénonce toute substitution des missions des enseignants, des CPE et des AED à d'autres personnels ou intervenants extérieurs (associations, volontaires du service civique, etc.)</p>	<p><i>Le principe des devoirs faits, indispensable à la réussite des élèves les plus en difficulté, doit être inscrit dans l'emploi du temps, dans le cadre du service des enseignants, et non instauré sur la base du volontariat des élèves par le biais d'heures supplémentaires.</i></p>
<p>« Plan étudiants »</p>	
<p>12.3. Ce plan investit les enseignants et CPE de lycée de nouvelles prérogatives au motif de renforcer l'accompagnement des élèves vers le supérieur. En renfort des deux professeurs principaux des classes de Terminale, le chef d'établissement peut également confier des missions de tutorat à des enseignants ou des CPE. Il ne saurait être question là encore de contraindre les CPE à accepter un tutorat. Les conditions de volontariat, de temps de travail et de reconnaissance du travail effectué doivent être garanties.</p>	
<p>Apprentissages citoyens</p>	
<p>12.4. Malgré l'assouplissement de la réforme « collège 2016 », la question des modalités de participation des CPE à l'EMC et aux EPI reste posée et les mandats de Grenoble et Marseille sont d'actualité. De même, le SNES-FSU dénonce les injonctions à l'évaluation par les CPE de l'engagement des élèves dans le cadre du parcours citoyen.</p>	
<p>Vie lycéenne et collégienne</p>	
<p>12.5. La circulaire sur la vie lycéenne de septembre 2016 reste un catalogue de « bonnes intentions » et de « bonnes pratiques » peu opérationnelles. Ces mesures tendent à « administrer » la tâche éducative sans répondre aux difficultés de la vie lycéenne. À ce titre, les nouvelles modalités d'élection des représentants lycéens sont particulièrement complexes. Pour faire du CVL une avancée démocratique, c'est le fonctionnement même des lycées qui doit être interrogé. Le SNES-FSU demande des correctifs significatifs au</p>	

système électoral. Le mandat de Grenoble reste d'actualité.	
12.6. Le SNES-FSU demande un bilan des CVC d'autant que l'autonomie laissée à la mise en œuvre des CVC montre de grandes disparités de fonctionnement. Les CPE doivent pouvoir œuvrer avec l'ensemble des personnels pour que l'animation de cette instance soit à la hauteur des enjeux éducatifs et civiques visés.	
Fiche 13 : Psychologie de l'éducation au bénéfice de toutes et tous	
13.1. La création du nouveau corps de Psy-ÉN impose de penser le travail en complémentarité entre Psy-ÉN-EDA et Psy-ÉN-EDO. Le SNES-FSU est favorable au développement de réunions institutionnalisées de concertation entre les collègues psychologues afin d'assurer le suivi des situations d'élèves et de relation avec les familles. Il s'oppose à l'intervention de Psy-ÉN-EDA dans le collège au prétexte de ce suivi, qui n'aurait pas de sens par rapport à l'efficacité et à la dimension institutionnelle du travail de collaboration avec les enseignants, le chef d'établissement et les structures extérieures.	
13.2. La conception de l'orientation prônée au niveau européen se traduit par le glissement de plus en plus marqué vers les enseignants, de l'accompagnement des élèves pour l'élaboration de leur orientation. Elle s'accompagne de la suppression des dimensions psychologiques et sociales en jeu dans les parcours de formation, au profit de critères scolaires et comportementaux. L'intervention des Psy-EN est indispensable pour tous les élèves : en effet dissocier l'orientation scolaire du développement psychologique reviendrait à se priver d'un levier d'évolution et de réussite possible pour les élèves. Les mandats de Grenoble sur les dispositifs d'accompagnement des élèves et le parcours avenir sont toujours d'actualité.	

<p>13.3. Le SNES-FSU s'oppose aux tentatives d'instrumentalisation des Psy-ÉN-EDO pour faire intérioriser par les lycéens les critères de sélection présentés comme des attendus et qui pourraient conduire à une autocensure.</p>	
<p>13.4. La création du corps unique de Psy-ÉN implique de questionner le rôle et l'organisation actuelle des CIO. Ils doivent être présents dans tous les districts scolaires. La pertinence d'offrir aux familles un service public de psychologie, d'information et de conseil sur la scolarité et l'orientation doit être réaffirmée. Ils devraient pouvoir regrouper les psychologues du premier et du second degré, particulièrement pour assurer un travail en équipe et une intensification de la coordination, conformément aux missions.</p>	

Annexes : motions